

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPPS/W/7/Add.15

2 octobre 1996

(96-3888)

Groupe de travail des services professionnels

Original: espagnol

## COMMUNICATION DU CHILI

### Réponse au questionnaire sur le secteur des services comptables

La communication ci-après est distribuée à la demande du Chili.

#### I. GENERALITES

1. **Quels sont les titres professionnels des professionnels comptables dans votre pays? Ces titres professionnels sont-ils protégés? Veuillez préciser comment.**

Il existe deux titres professionnels dans ce secteur: expert-comptable (*contador público*) et vérificateur comptable (*contador auditor*). Les professionnels qui obtiennent l'un de ces titres peuvent faire partie de l'Ordre des comptables.

2. **Comment le secteur des services comptables est-il réglementé dans votre pays: par la loi, par des règles propres à la profession ou par une combinaison des deux?**

La Loi n° 13.011, aux termes de laquelle l'Ordre des comptables a été créé en 1958, dispose que celui-ci a pour mission "d'oeuvrer à l'avancement de la profession comptable, de défendre sa réputation et ses prérogatives, de veiller à ce que la profession soit exercée correctement, de garantir l'éthique professionnelle et de protéger les intérêts des comptables".

3. **Y a-t-il dans votre pays des dispositions visant à protéger les noms des sociétés professionnelles, qu'elles soient nationales ou étrangères?**

N'importe quelle firme ou entreprise peut protéger sa raison sociale en s'inscrivant au Registre des marques, organisme public habilité à cet effet.

4. **Quelles sont les organisations professionnelles dans votre pays? Sont-elles reconnues par la loi comme des organismes de réglementation ou de discipline pour la profession de comptable dans votre pays, ou ces fonctions sont-elles exercées par d'autres institutions (veuillez préciser)?**

Il s'agit au Chili des ordres professionnels qui, depuis 1981, sont constitués aux termes de la loi. L'Ordre des comptables du Chili a été constitué aux termes de la Loi n° 13.011 de 1958.

Une nouvelle constitution a été adoptée le 11 septembre 1980 et le Décret-loi n° 3.621 a été pris en février 1981; celui-ci confère aux ordres professionnels la qualité de corporations (*Asociaciones Gremiales* [A.G.]). L'adhésion à ces organisations est facultative.

**5. Combien de membres ces organisations professionnelles comptent-elles? Comment, selon les estimations, se répartissent-ils entre les catégories suivantes:**

Les membres de l'Ordre des comptables du Chili se répartissent comme suit:

|   |              |
|---|--------------|
| - personnes exerçant à titre libéral                                    | 1 500        |
| - personnes exerçant dans le secteur public                             | 2 000        |
| - personnes exerçant dans des entreprises industrielles ou commerciales | 6 000        |
| - personnes exerçant dans l'enseignement                                | 1 000        |
| - retraités   | <u>1 500</u> |
|   | 12 000       |

**6. Quelle est la gamme des activités régulièrement exercées par les professionnels comptables dans votre pays?**

Activités qui sont exercées:

- contrôle légal des comptes
- contrôle des fusions
- contrôle des apports en nature
- autres audits
- comptabilité
- conseil fiscal
- conseil en investissements
- conseil
- expertise judiciaire en matière comptable

**7. Lesquelles de ces activités sont réglementées dans votre pays?**

- Contrôle légal des comptes
- Comptabilité

**8. Lesquelles de ces activités sont, dans votre pays, réservées par la loi aux professionnels comptables, exercées tant par des professionnels comptables que par d'autres personnes (veuillez préciser), voire interdites aux professionnels comptables, par exemple en raison d'une prohibition totale ou du fait que le cumul de certaines activités considérées comme incompatibles ou s'excluant réciproquement n'est pas autorisé?**

- Contrôle légal des comptes
- Comptabilité

**II. PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE QUALIFICATIONS**

**9. Quelles sont les prescriptions en matière de qualifications pour l'exercice de ces activités dans votre pays en ce qui concerne le niveau d'études universitaires/supérieures, la pratique et les examens professionnels? Précisez le nombre d'années requises pour chaque élément et les différences selon les activités visées (audit, liquidation-redressement judiciaire, fiscalité, etc.).**

Le cursus comptable qui débouche sur un diplôme de vérificateur comptable s'étend sur huit à dix semestres dans les universités. Il faut d'abord réussir un examen de fin d'études. Le grade

universitaire qui est délivré est celui de licencié en comptabilité et en vérification.<sup>1</sup> Le titulaire est habilité à exercer toutes les activités énumérées au point 8.

**10. Y a-t-il des conditions préalables à remplir pour commencer la formation professionnelle: âge minimum, diplôme ou titre particulier, études antérieures, affiliation à une organisation professionnelle, acquittement de droits, autres (veuillez préciser)?**

Pour être admis à l'université, il faut:

- un diplôme d'études secondaires;
- réussir le test d'aptitudes (qui comporte une note de passage);
- verser un droit.

**11. Quelles sont les matières devant figurer au programme de formation: comptabilité, audit, fiscalité, droit commun, économie, déontologie, informatique, autres (veuillez préciser)?**

Comptabilité, mathématiques, administration, économie, finances, statistique, législation fiscale, audit, etc.

**III. NORMES TECHNIQUES ET DEONTOLOGIE**

**12. Pour quelles activités existe-t-il des normes nationales (audit, comptabilité, liquidation-redressement judiciaire, autres)? Veuillez préciser leurs principaux objectifs.**

Comptabilité: respecter les principes comptables généralement reconnus.

Vérification: respecter les normes de vérification adoptées par l'Ordre des comptables du Chili A.G.

Dans un cas comme dans l'autre, il faut respecter les normes établies par les organes de surveillance de chacun des secteurs:

- |   |  |
|---|--|
| - sociétés anonymes ouvertes:           | Surintendance des valeurs mobilières et des assurances     |
| - compagnies d'assurance:               | Surintendance des valeurs mobilières et des assurances     |
| - établissements financiers:            | Surintendance des banques et des établissements financiers |
| - gestionnaires de caisses de retraite: | Surintendance des gestionnaires de caisses de retraite.    |

**13. Quelle organisation ou institution élabore ces normes et en surveille l'application? Quelles sont les conséquences d'un non-respect des normes (pour le professionnel, pour les clients, etc.)?**

- L'Ordre des comptables du Chili A.G.
- L'Etat surveille l'application de toutes les normes comptables et de toutes les normes de vérification par l'intermédiaire de la surintendance responsable de chacune des

---

<sup>1</sup>Il existe diverses appellations. D'autres universités délivrent une licence en comptabilité et en administration, etc.

branches. Les infractions sont punies d'amendes et peuvent faire l'objet d'une procédure judiciaire.

- 14. Les normes internationales élaborées par l'IFAC (Normes et recommandations internationales en matière de formation, Normes internationales d'audit) et l'IASC (Normes comptables internationales) sont-elles reconnues ou utilisées dans votre pays? Dans l'affirmative, veuillez préciser comment. Dans la négative, veuillez indiquer pourquoi.**

Il existe au Chili des normes comptables et des normes d'audit qui s'appuient sur celles qui ont été élaborées par l'IFAC et l'IASC.

La Loi n° 13.011 habilite l'Ordre des comptables du Chili à établir des normes. Les organes de surveillance d'Etat sont habilités aux termes de leurs lois constitutives à établir des normes concernant aussi bien la tenue des comptes que la préparation et la présentation des états financiers.

Cette réglementation s'appuie en grande partie sur les normes adoptées par l'Ordre des comptables du Chili et sur celles des organismes internationaux.

- 15. Pour quelles activités existe-t-il un code de déontologie particulier (audit, comptabilité, liquidation-redressement judiciaire, autres)? Veuillez indiquer ses principaux objectifs.**

S'agissant de la comptabilité:

- normes générales (code de conduite);
- activités professionnelles;
- relations professionnelles.

S'agissant de la vérification:

- on cherche avant tout à protéger l'indépendance du vérificateur externe.

- 16. Quelle organisation ou institution élabore ce code et en surveille l'application? Quelles sont les conséquences d'une violation du code de déontologie par un professionnel ou une société?**

L'Ordre des comptables du Chili A.G.

Ne surveille l'application du code qu'en ce qui concerne ses membres.

- 17. Y a-t-il des restrictions en matière de commercialisation, de démarchage ou de publicité?**

Le Code de déontologie interdit la publicité excessive. La publicité doit se limiter à faire connaître la spécialité de l'intéressé et les services professionnels qu'il peut offrir.

- 18. Y a-t-il des restrictions concernant la fixation des honoraires (niveaux plancher/plafond imposés, barèmes indicatifs, etc.)?**

Il n'y a pas de restriction.

IV. PRESCRIPTIONS ET PROCEDURES EN MATIERE D'AGREMENT

**19. Outre les prescriptions en matière de qualifications, quelles sont dans votre pays les prescriptions en matière d'agrément pour les personnes physiques?**

Il n'y a pas de restriction. Cependant, pour vérifier les états financiers de sociétés anonymes ouvertes, il faut être inscrit dans un registre spécial que tient la Surintendance des valeurs mobilières et des assurances et qui a pour objet de garantir la solvabilité et l'indépendance du vérificateur comptable.

**20. Y a-t-il des conditions à remplir pour pouvoir s'affilier à l'organisation ou aux organisations professionnelles pertinentes? Veuillez donner des précisions.**

Il faut avoir un diplôme de comptabilité délivré par un établissement d'enseignement supérieur (université ou institut professionnel).

Aux termes de la Loi sur les sociétés anonymes (18.046), les sociétés ouvertes doivent soumettre leurs états financiers à des vérificateurs externes; ceux-ci peuvent assister aux assemblées générales des actionnaires ayant voix délibérative, mais ils n'ont pas le droit de voter. Aux termes de l'article 53 de la loi constitutive de la surintendance, "les vérificateurs externes sont responsables des préjudices qu'ils causent aux actionnaires du fait de leur conduite, de leurs rapports et de leur négligence".

**21. Y a-t-il des prescriptions spécifiques en matière d'agrément pour les sociétés professionnelles?**

Non.

**22. Une demande d'agrément peut-elle être déposée à tout moment dans l'année ou y a-t-il des dates à respecter? Combien de temps faut-il pour mener à bien la procédure d'agrément? Veuillez donner des précisions en cas de différences entre les personnes physiques et les sociétés professionnelles.**

Il n'y a pas de date à respecter et il n'y a pas de différence entre les personnes physiques et les sociétés. Il ne faut pas plus de 30 jours pour s'inscrire.

**23. Y a-t-il des différences sur le plan des prescriptions et/ou procédures en matière d'agrément selon les activités visées (audit, liquidation-redressement judiciaire, etc.)? Veuillez donner des précisions. Quel type de documentation est nécessaire/accepté? Les documents émis dans d'autres pays sont-ils acceptables? Veuillez donner des précisions.**

Les vérificateurs externes des sociétés anonymes ouvertes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales, doivent être inscrits au registre des vérificateurs de la Surintendance des valeurs mobilières et des compagnies d'assurance.

Pour s'inscrire au registre des vérificateurs externes de la Surintendance des valeurs mobilières et des assurances, les cabinets de vérification comptable et les vérificateurs comptables doivent présenter divers documents, notamment:

- 1) S'agissant des cabinets, dossier complet sur le cabinet: représentants légaux, statuts, associés, structure du capital, historique, organigramme, liste complète des experts avec mention des fonctions et du titre de chacun, *curriculum vitae* des associés mettant en évidence l'expérience de chacun dans le domaine de la vérification externe, liste des clients et actions judiciaires en cours contre le cabinet ou ses associés.

- 2) S'agissant des professionnels/personnes physiques: identité complète, liste des clients, actions judiciaires en cours et *curriculum vitae*. Celui-ci doit contenir les renseignements suivants:

a) Formation technique ou professionnelle:

- établissement dans lequel les études professionnelles ont été effectuées, avec les dates et les diplômes obtenus;
- cours de formation spécialisée (uniquement ceux d'une durée de plus de six mois);
- expérience d'enseignement;
- publications spécialisées.

b) Antécédents professionnels, avec mention des postes occupés ou des activités professionnelles exercées, ainsi que:

- le nom des entreprises;
- une brève description des postes occupés;
- la durée du travail dans chacun des postes (date d'arrivée et date de départ).

**24. Que se passe-t-il lorsque la personne physique ou la société professionnelle ne respecte plus les conditions régissant l'agrément?**

Elle est rayée du registre.

**V. RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS**

**25. Les qualifications obtenues par les professionnels étrangers dans un autre pays peuvent-elles être prises en compte? Des accords bilatéraux ont-ils été conclus avec d'autres pays à ce sujet?**

Pour pouvoir exercer, les professionnels étrangers doivent être titulaires de diplômes dûment authentifiés par les autorités consulaires et satisfaire aux exigences de l'Université du Chili, seule institution habilitée à reconnaître les diplômes étrangers.

L'Université du Chili est la seule entité habilitée à reconnaître et à homologuer les diplômes professionnels obtenus à l'étranger, sous réserve des dispositions des traités internationaux (DFL 153/81 MINEDUC, art. 3). Depuis le 1er avril 1994, le chef de la Division de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation est habilité à reconnaître les diplômes professionnels étrangers qui sont visés par des accords internationaux.

Procédure

Les formalités sont les suivantes:

- a) L'intéressé doit présenter une demande au vice-recteur de l'Université du Chili en indiquant son adresse et son numéro de téléphone et produire les documents suivants:
- diplôme original authentifié (par le consulat);
  - relevé de notes authentifié avec le barème des notes;
  - cursus authentifié;
  - *curriculum vitae*;
  - document attestant que l'intéressé est habilité à exercer sa profession dans son lieu d'origine.
- b) Présentation des documents à la faculté concernée.
- c) La Commission d'homologation examine le dossier, décide de reconnaître ou non le diplôme et établit les exigences auxquelles l'intéressé doit satisfaire. La réponse est donnée dans un délai de 30 à 60 jours.
- d) Une fois remplies les formalités précédentes, l'Université du Chili délivre un certificat et un diplôme.

**26. Existe-t-il des accords de reconnaissance automatique ou de reconnaissance mutuelle entre les organisations professionnelles dans votre pays et leurs homologues dans d'autres pays? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les principales caractéristiques de ces accords; dans la négative, veuillez en donner la raison.**

Des accords internationaux sont actuellement en vigueur avec les pays suivants:

- Uruguay et Equateur - pour toutes les professions, mais avec l'obligation pour les avocats d'avoir la nationalité du pays.
- Brésil et Colombie - pour toutes les professions, sans obligation réciproque pour les avocats d'avoir la nationalité du pays.
- Espagne - valable pour 14 professions:
  - licencié en médecine et en chirurgie
  - licencié en droit (sans prescription de nationalité)
  - licencié en mathématiques ou licencié ès sciences (mathématiques)
  - licencié en chimie ou licencié ès sciences (chimie)
  - licencié en physique ou licencié ès sciences (physique)
  - licencié en biologie ou licencié ès sciences (biologie)
  - licencié en pharmacie
  - licencié en médecine vétérinaire
  - licencié en administration des affaires (économie ou gestion d'entreprise)
  - ingénieur agronome spécialisé en phytotechnie, en zootechnie ou en économie agricole
  - licencié en philosophie et en sciences de l'éducation (éducation)
  - licencié en philosophie et en sciences de l'éducation (philosophie)
  - stomatologue ou chirurgien-dentiste.

Convention multilatérale de Mexico (1902) - Englobe toutes les professions, à l'exception des professions juridiques, et prévoit un examen préalable dans le secteur de la santé, y compris pour les

pharmaciens. La Bolivie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou en sont signataires.

- Ces accords internationaux prévoient généralement la reconnaissance automatique des diplômes, ce qui permet aux étrangers d'exercer leur profession après avoir obtenu un certificat du Ministère de l'éducation<sup>2</sup>, sur présentation de leur diplôme et d'un relevé de notes authentifié dans leur pays d'origine et au Chili.
- La reconnaissance n'est pas automatique en ce qui concerne les professionnels de la santé des pays signataires de la Convention de Mexico, qui doivent passer un examen.
- Pour que les dispositions des accords soient d'application, les professionnels doivent être des nationaux du pays avec lequel il a été négocié et avoir effectué leurs études dans ce même pays.
- Ces accords ne portent que sur la reconnaissance du diplôme; ceux qui souhaitent exercer leur profession au pays doivent en outre satisfaire aux exigences qui découlent de la législation concernant les étrangers et de la législation du travail.

**27. Lorsque les qualifications acquises à l'étranger peuvent être prises en compte, l'intéressé doit-il passer un examen local complet ou recevoir une formation locale pendant plus de 12 mois? Veuillez donner des précisions. La pratique d'une activité de comptabilité réglementée est-elle toujours subordonnée à un agrément local? Veuillez préciser les cas dans lesquels il n'en est pas ainsi.**

Voir la réponse à la question précédente.

Les cabinets étrangers doivent avoir au moins un associé agréé sur place pour exercer leur activité au pays.

**28. Quelles sont les prescriptions en matière d'agrément applicables aux professionnels étrangers autorisés à exercer dans leur pays d'origine? Certaines activités (réglementées) peuvent-elles être menées sous couvert d'un agrément étranger?**

Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être homologués au Chili. Sinon, les professionnels étrangers ne sont pas autorisés à exercer au Chili. (Voir la réponse à la question n° 26.)

#### VI. REGLEMENTATIONS REGISSANT L'ETABLISSEMENT D'UNE PRESENCE COMMERCIALE

**29. Y a-t-il des restrictions concernant la forme que peut prendre l'établissement ("partnership", société de capitaux, autres)? Veuillez donner des précisions.**

S'agissant de la participation, un associé ne peut détenir plus de 15 pour cent du capital de la société.

**30. Y a-t-il des restrictions concernant l'investissement étranger direct et la participation en capital social, y compris des restrictions s'appliquant aux personnes physiques ou sociétés professionnelles n'ayant pas de qualifications locales? Veuillez donner des précisions.**

---

<sup>2</sup>Exception faite des avocats en ce qui concerne l'Equateur, l'Uruguay et les pays signataires de la Convention de Mexico.



Il n'y a pas de restriction.

**31. Y a-t-il une obligation de recruter sur place un nombre ou un pourcentage minimum de directeurs, cadres ou employés (veuillez donner des précisions)?**

Les associés qui signent des états financiers doivent être habilités à le faire par la Surintendance des valeurs mobilières et des assurances.

Les cabinets étrangers doivent avoir au moins un associé agréé sur place pour exercer leur activité au pays.

Au moins 85 pour cent des personnes qui travaillent pour un même employeur doivent être de nationalité chilienne. Sont exemptés de cette règle les employeurs qui emploient moins de 25 personnes (article 19 du Code du travail).

**32. Y a-t-il des restrictions concernant la faculté des sociétés professionnelles établies localement d'instaurer des relations internationales (participation à un réseau international, association avec des sociétés étrangères, etc.)? Veuillez donner des précisions.**

Il n'y a pas de restriction.

**33. Y a-t-il des restrictions concernant l'utilisation de noms internationaux ou étrangers par les sociétés professionnelles?**

Non.

**VII. REGLEMENTATIONS REGISSANT L'ADMISSION ET LE SEJOUR TEMPORAIRE DES PERSONNES PHYSIQUES AUX FINS DE LA FOURNITURE DE SERVICES COMPTABLES**

**34. L'admission et le séjour des professionnels sont-ils subordonnés à une analyse des besoins du marché du travail ou soumis à toute autre restriction? Veuillez donner des précisions.**

En ce qui concerne les étrangers, l'admission, le séjour temporaire, la qualité de résident permanent et la sortie du pays sont régis par la Loi sur l'extranéité (DL n° 1.094 de 1975 et par le règlement d'application DS 828 qui a été pris par le Ministère de l'intérieur le 24 novembre 1984). Ces deux textes intéressent les mesures de contrôle auxquelles sont soumis les étrangers durant leur séjour au pays et désignent les autorités compétentes.

**I. Formalités générales d'entrée au pays**

- a) par un point d'entrée autorisé
- b) muni des documents nécessaires
- c) en l'absence de raisons interdisant l'admission au Chili.

**II. Les étrangers peuvent être admis sur le territoire chilien aux titres suivants: touristes, résidents et immigrants. Seules les deux premières catégories sont examinées ici.**

**1) Touristes**

Tout étranger qui entre au pays à des fins d'agrément, pour pratiquer une activité sportive, pour des raisons de santé, pour étudier, par affaires, pour des raisons familiales

ou religieuses ou pour un autre motif semblable, sans avoir l'intention d'y immigrer, d'y résider ou d'y exercer une activité rémunérée, est réputé être un touriste.

2) Résidents

- a) représentants officiels
- b) personnes au bénéfice d'un contrat de travail
- c) résidents temporaires
- d) étudiants
- e) requérants d'asile politique ou réfugiés
- f) personnel navigant.

Dans cette catégorie, nous ne nous intéresserons qu'aux *personnes au bénéfice d'un contrat de travail* (b)) et aux *résidents temporaires* (c)).

Formalités générales pour les résidents

Etre en possession d'un visa que l'on aura obtenu en établissant ce qui suit:

- i) profession ou fonction, état civil, activités prévues au Chili, solvabilité, études, contrat pour lequel un visa est demandé, sans préjudice des autres documents qui peuvent être jugés nécessaires;
- ii) bons antécédents corroborés par une attestation émanant des autorités compétentes;
- iii) certificat de santé;
- iv) s'engager par écrit à ne pas s'occuper de politique interne au Chili.

b) Formalités pour les résidents au bénéfice d'un contrat de travail

Ce type de visa est accordé dans les cas suivants aux personnes qui remplissent les conditions générales d'admission:

- i) exécution d'un contrat de travail;
- ii) conjoint, parents ou enfants d'une personne au bénéfice d'un contrat de travail.

Pendant la durée de validité de son visa, l'étranger au bénéfice d'un contrat ne peut exercer d'activité rémunérée autre que celle stipulée dans son contrat de travail.

Formalités pour obtenir un visa de résident au bénéfice d'un contrat de travail:

- i) l'employeur - qu'il s'agisse d'une entreprise, d'un établissement ou d'un particulier - doit être domicilié légalement au Chili;
- ii) le contrat de travail doit être signé devant notaire au Chili par l'employeur et l'employé. Les contrats conclus à l'étranger doivent être signés devant un agent consulaire ou diplomatique avant d'être authentifiés par le Ministère des relations extérieures;

- iii) les professionnels et les experts doivent établir leur statut professionnel en produisant un diplôme dûment authentifié. Les personnes qui ne font pas partie de ces deux catégories doivent démontrer qu'elles ont des qualifications et des connaissances dans leur domaine de spécialité en produisant des certificats de travail ou d'autres documents à cet effet;
- iv) l'exercice de la profession ou de l'activité ou la réalisation des travaux prévus dans le contrat doit être indispensable ou nécessaire au développement du pays;
- v) les activités devant être exercées au Chili ne doivent pas être jugées dangereuses ni porter atteinte à la sécurité nationale;
- vi) le contrat doit respecter la législation du travail et la législation sociale du Chili;
- vii) le contrat de travail doit comporter une clause aux termes de laquelle l'employeur s'engage à payer le billet de retour au pays d'origine.

c) Résidents temporaires

Font partie de cette catégorie les personnes suivantes:

- i) les étrangers qui ont l'intention de s'établir au Chili, à condition qu'ils y aient des liens familiaux ou des intérêts ou que leur établissement soit jugé utile ou avantageux;
- ii) les anciens résidents qui ont séjourné au moins un an au pays et qui ne se sont pas absentés pendant plus de cinq ans;
- iii) les anciens résidents qui avaient déjà obtenu le droit d'établissement permanent mais qui l'ont perdu après s'être absentés plus d'un an;
- iv) les étrangers dont l'admission est demandée par des personnes morales chiliennes ou qui sont parrainés par des organismes internationaux reconnus par le gouvernement, lorsqu'il s'agit de professionnels, d'experts ou de personnes hautement qualifiées;
- v) les personnes nées au Chili d'étrangers de passage, qui n'ont pas encore adopté la nationalité chilienne;
- vi) les enfants nés à l'étranger de mère ou de père chilien.

Le titulaire d'un visa de résident permanent peut exercer n'importe quelle activité licite au pays.

**35. Y a-t-il une procédure facilitant l'admission et le séjour temporaires des professionnels aux fins de la fourniture de services comptables? Veuillez donner des précisions.**

Ils doivent remplir les formalités générales énumérées dans la réponse à la question précédente.

**36. Y a-t-il des restrictions concernant l'embauche de professionnels locaux par des sociétés et des professionnels étrangers? Veuillez donner des précisions.**

Il existe une règle générale qui s'applique à tous les secteurs et qui veut qu'au moins 85 pour cent des personnes qui travaillent pour un même employeur soient de nationalité chilienne. Les employeurs qui emploient moins de 25 personnes sont exemptées de cette disposition (article 19 du Code du travail).

**VIII. PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NATIONALITE/RESIDENCE**

- 37. Une condition concernant la nationalité/résidence est-elle imposée pour exercer certaines activités, commencer une formation, obtenir l'agrément, devenir membre d'une organisation professionnelle, etc.? Veuillez donner des précisions.**

Pour exercer une activité rémunérée au Chili, il faut avoir la qualité de résident au bénéfice d'un contrat de travail ou de résident temporaire. (Voir la réponse à la question n° 34.)

- 38. Une condition concernant l'établissement, la résidence préalable ou la résidence est-elle imposée pour exercer certaines activités, obtenir l'agrément, devenir membre d'une organisation professionnelle, etc.? Veuillez indiquer les conditions applicables et ce qu'il faut entendre par établissement, résidence, etc. le cas échéant. L'établissement professionnel dans plusieurs pays est-il possible?**

Pour être membre d'une organisation professionnelle, il faut être titulaire d'un diplôme de comptable délivré par un établissement d'enseignement supérieur. Un étranger peut faire homologuer son diplôme conformément à la procédure décrite plus haut.